Flash d'information :

Participation du public en matière d'environnement : les nouveaux décret et arrêté wallons

Madame, Monsieur,

Définie comme étant l'ensemble des mécanismes qui permettent aux particuliers d'influer, de manière directe mais sans pouvoir décisionnel, sur l'adoption, le contenu et la mise en œuvre des décisions administratives unilatérales relatives au cadre de vie, la participation du public vise notamment l'enquête public, les conseils consultatifs, la concertation et les comités d'accompagnement.

Au Moniteur belge de ce 27 février 2008, a été publié l'arrêté du gouvernement wallon du 20 décembre 2007 portant exécution du décret du 31 mai 2007 relatif à la participation du public en matière d'environnement.

Pour l'essentiel, ces deux textes s'appliquent, entre autres, aux permis délivrés en matière d'environnement, comme le permis d'environnement et le permis unique, mais ils concernent également le permis d'urbanisme et le permis de lotir, quand ils portent sur des projets soumis à étude d'incidences sur l'environnement.

L'arrêté, qui entrera en vigueur le 8 mars 2008, comporte, comme son intitulé l'indique, une série de précisions relatives aux dispositions du décret du 31 mai 2007. Les plus importantes de ces précisions concernent :

- la réunion d'information préalable, évoquée ci-après ;
- la consultation transfrontière, quand un plan, un programme ou un projet est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo ;
- les conditions d'octroi à une commune d'une subvention régionale pour l'engagement d'un conseiller en environnement. A ce sujet, l'arrêté comporte clairement des éléments supplémentaires par rapport au décret, dont on peut d'ailleurs se demander s'ils y sont conformes ;
- la désignation de la formation qu'un conseiller en environnement déjà en fonction doit suivre pour le rester, s'il ne répond pas encore aux conditions qui sont imposées par le décret à ceux qui souhaitent le devenir.

L'importance de cet arrêté ne tient cependant pas tant à ces quelques précisions ou ajouts qu'à l'entrée en vigueur du décret du 31 mai 2007, qu'il fixe au 8 mars 2007. En effet, ce décret apporte un grand nombre de modifications au droit de la participation du public aux décisions administratives en matière d'environnement.

En faisant très bref, on peut établir comme suit la liste de ces modifications :

- harmonisation des textes relatifs à la participation du public dans le domaine de l'environnement ;
- définition du concept de participation du public ;
- catégorisation des décisions soumises à participation. Le décret range les décisions qu'il vise en quatre catégories – A.1, A.2, B et C –, dont le régime de participation du public est distinct ;
- généralisation de la réunion d'information préalable, que l'on connaissait dans le cadre de la réalisation d'une étude d'incidences sur l'environnement : elle reste obligatoire pour les projets – soumis à permis d'environnement, à permis unique, à permis d'urbanisme ou à permis de lotir, entre autres – qui font l'objet d'une étude d'incidences et le devient pour d'autres projets, mais, surtout, elle peut être mise en œuvre – à titre facultatif, donc – par le demandeur de permis, dans le cadre des projets pour lesquels elle n'est pas obligatoire ;
- instauration du principe d'unicité d'enquête publique en cas de procédures décisionnelles multiples auxquelles un projet est soumis ;
- instauration de la variabilité de la portée géographique de l'enquête publique, cette portée étant déterminée au cas par cas par l'autorité compétente pour statuer sur le caractère recevable et complet de la demande de permis ;
- renforcement de l'information préalable à enquête, notamment par le recours à l'électronique : sites internet de la Région et des communes et courriels à ceux qui ont transmis leur adresse électronique à l'autorité ;
- renforcement de l'information préparatoire à la réaction du public, par la mise en place, notamment, d'un système d'information continue en ce qui concerne les avis et observations adressés au fur et à mesure à l'autorité non seulement par d'autres organes administratifs ou consultatifs, mais aussi par des particuliers, auxquels les autres particuliers ont donc désormais accès au cours de l'enquête publique ;
- modernisation des modes de réaction du public au cours de l'enquête, notamment en lui permettant de transmettre ses réactions par voie de fax ou de courriel ;
- uniformisation des durées d'enquête publique, le décret prévoyant trois durées standardisées : 45 jours pour les plans/programmes A.1 et A.2, 30 jours pour les plans /programmes et les projets de catégorie B et 15 jours pour les projets de catégorie C ;
- inscription expresse de l'obligation de prise en compte des résultats de la participation dans la décision adoptée *in fine* par l'administration ;

- renforcement de la publicité des décisions soumises à enquête publique, notamment par l'utilisation de l'électronique, en l'occurrence le portail environnement de la Région wallonne et le site de la ou des communes concernées ;
- généralisation du pouvoir de substitution gouvernementale en cas de défaillance communale dans l'organisation d'une enquête publique ;
- instauration du conseiller en environnement dans les communes qui le souhaitent ;
- institutionnalisation du comité d'accompagnement, dont peuvent être assortis les permis soumis au décret, dont notamment le permis d'environnement et le permis unique.

*
* *

Dans l'espoir d'avoir pu vous être utile et restant évidemment à votre disposition, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Michel Delnoy
Avocat au Barreau de Liège
Professeur invité HEC - ULg

Liège, le 29 février 2008

N.B. : rédigé avec l'attention requise, le présent document a été élaboré dans l'unique but de fournir une information rapide et succincte. Il ne se veut pas exhaustif et ne peut engager la responsabilité ni de l'auteur ni du diffuseur.